

Revue Études irlandaises

Proposition d'appel à contributions (printemps 2025).

L'Irlande et la question des droits humains/Ireland and the Human Rights Issue

Call for papers (Spring 2025 issue)

*** PLEASE SCROLL DOWN FOR THE ENGLISH VERSION ***

Numéro porté par

Marie-Violaine Louvet (Université Toulouse Jean-Jaurès), Bairbre Ní Chiosáin (Université Toulouse Capitole), Charlotte Rault (Université Toulouse Capitole)

APPEL À CONTRIBUTIONS

Lorsqu'il a été réélu président de la République d'Irlande en novembre 2018, Michael D. Higgins, dans son discours inaugural, déclara: "*Since we first joined the League of Nations – a centenary we will soon mark – and throughout our time in the United Nations, Ireland has won international respect through our work on peace-building, from disarmament to our leadership in addressing consequences of colonisation and the priority we have placed on humanitarian and human rights concerns.*"¹. Il est indéniable que ce rôle de défenseur des droits humains occupe une large place dans la manière dont l'Irlande se représente à l'étranger.

D'ailleurs, le rapport du gouvernement irlandais publié en 2018 fixant les objectifs à atteindre à échéance 2025, *Global Ireland: Ireland's Global Footprint for 2025*, en atteste tout à fait. En effet, en bonne place à côté du développement du réseau diplomatique, du numérique, du tourisme et de la culture, on trouve deux axes principaux fixés par le gouvernement comme des objectifs à atteindre à échéance 2025 dans le but de gagner en influence sur la scène internationale : faire avancer les idéaux de paix, de respect des droits humains, d'égalité et de justice d'une part et s'engager dans la lutte contre la faim dans le monde et le développement durable d'autre part².

Ce numéro souhaite aborder la question des droits humains d'une manière aussi large que possible afin de prendre en compte les « trois générations » de droits, c'est à dire les droits civils et politiques, les droits économiques, sociaux et culturels, et les droits de solidarité des peuples ou des sociétés (3^e génération). Ce dernier champ est particulièrement mis en valeur par les Nations-Unies qui placent les droits humains au cœur des objectifs de développement durable et qui ont reconnu « l'accès à un environnement propre et sain » comme un droit humain universel en juillet 2022.

L'attachement de l'Irlande aux droits humains s'inscrit dans les idéaux de la tradition républicaine auxquels l'Irlande adhère officiellement avec la Constitution de 1937, qui fait référence aux droits fondamentaux dans ses articles 40 à 45. Cette dernière a été, par bien des aspects, en avance sur son temps en tant que première constitution à inclure la notion de dignité de la personne humaine, avant que la Déclaration universelle des droits de l'homme ou la Convention européenne des droits de l'homme n'y fassent à leur tour référence au lendemain de la 2e guerre mondiale, mais aussi à déclarer

¹ *Irish Times*, 13 novembre 2018.

² "International development: Advance Ireland's values and signature foreign policies, including the promotion of peace, disarmament, human rights, greater equality, and justice, developing our strategic interest in a safer, more peaceful, more equal, more prosperous world; and providing the basis for a successful campaign for election to the UN Security Council; contribute to the global fight against poverty and hunger, and the promotion of equality and justice and sustainable development, amplified in line with a well-managed expansion in our aid programme, working towards 0.7% of GNI by 2030" DFA, *Global Ireland Ireland's Global Footprint for 2025*.

les droits familiaux, les droits à l'éducation et à la propriété comme des droits ayant force exécutoire³. Depuis plus de trente ans, l'Irlande est très impliquée dans la promotion de la justice climatique. Elle a été le moteur de la reconnaissance de l'accès à l'eau comme un droit humain fondamental dans le cadre de la Déclaration de Dublin en 1992, principe intégré à l'Agenda 21 de la Conférence internationale de Rio quelques mois plus tard. En septembre 2023, l'Irlande a joué le rôle de facilitateur dans la rédaction de la Déclaration politique issue du Sommet de l'ONU sur les Objectifs de développement durable, et Leo Varadkar de déclarer « L'Irlande est un petit pays mais nous n'avons jamais eu peur de penser en grand⁴. »

L'objectif de ce numéro est double. D'abord, il s'agira d'analyser le rôle joué par l'Irlande dans la promotion des droits humains sur la scène internationale et nationale, mais aussi de mesurer l'écart entre le discours et la réalité.

On s'intéressera donc d'abord aux institutions internationales auxquelles l'Irlande a pu prendre part (Société des nations, Conseil de l'Europe, Cour Européenne des Droits de l'Homme, Union Européenne, Organisation des Nations Unies), mais aussi à l'action des ONG pour voir en quoi son statut d'ancienne colonie, sa neutralité et son attachement aux questions d'aide au développement lui ont permis de faire entendre une voix différente au sein de ces institutions. On pourra s'interroger sur les modèles qui ont inspiré les Irlandais dans leur approche des droits humains, mais aussi sur l'existence d'un modèle irlandais, ce que le Ministère des Affaires étrangères appelle 'Ireland's values and signature foreign policies'⁵.

Ce numéro vise aussi à confronter la théorie à la pratique et à analyser dans quelle mesure ces idéaux sont défendus et mis en application par l'Irlande à l'échelle nationale. On pourra se pencher sur les droits humains comme discours et sur la manière dont ils ont émergé comme une préoccupation nationale, s'interroger sur la place faite à la sensibilisation à la question des droits humains dans l'éducation à la citoyenneté et voir en quoi l'approche irlandaise de la question des droits humains, s'il existe une approche spécifiquement irlandaise, peut ou a pu servir de modèle sous d'autres cieux. On peut par exemple penser à l'intérêt suscité en France par la *Citizens' Assembly* au moment de la crise des gilets jaunes. De plus, les politiques sociales gouvernementales et leurs manquements, le sort réservé aux migrants, et aux demandeurs d'asile dans le cadre des *Direct Provision centres*, le droit des femmes et des minorités, les travaux de l'*Irish Human Rights and Equality Commission* ainsi que ceux du *Irish Council for Civil Liberties*, l'engagement de l'Irlande sur les questions de justice climatique, constituent une liste non exhaustive des thèmes qui pourront être soumis à une analyse critique d'un point de vue diachronique, mais aussi synchronique en prenant en considération les défis lancés notamment par le Brexit.

Parmi ceux-ci, on peut penser à l'éventualité de l'unification de l'Irlande. On s'attend à ce que des contributions abordant la question des droits humains des deux côtés de la frontière mettent en avant des éléments de convergence et de divergences entre les deux parties de l'île et envisagent les conditions de possibilité d'une réunification de l'Irlande du point de vue des droits humains, que cela soit au niveau des relations de pouvoir entre les minorités et la majorité, de la création de nouvelles institutions, ou encore de l'unité d'un discours sur les droits humains.

Les articles devront compter entre 30 000 et 36 000 signes (espaces et notes de bas de page inclus), avec un résumé en anglais et en français (1000 signes maximum pour chacun des deux), des mots clés en anglais et en français ainsi qu'une présentation de l'auteur (800 signes maximum, espaces inclus).

³ Justice Susan Denham, 'Some thoughts on the Constitution of Ireland at 75'.

<https://cdn.thejournal.ie/media/2012/06/20120629cj-speech.pdf>

⁴ Discours de Leo Varadkar (Taoiseach) au Sommet mondial sur le développement durable, New York, 18 septembre 2023.

⁵ Département du *Taoiseach*, "Global Ireland Progress Report", juillet 2019-décembre 2020, mars 2021.

Ils devront être envoyés **avant le 2 mai 2024** à marie-violaine.louvet@univ-tlse2.fr, bairbre.nichiosain@ut-capitole.fr et charlotte.rault@ut-capitole.fr.

CALL FOR PAPERS

When re-elected as President of the Republic of Ireland in November 2018, Michael D Higgins declared in his inaugural speech: "Since we first joined the League of Nations – a centenary we will soon mark – and throughout our time in the United Nations, Ireland has won international respect through our work on peace-building, from disarmament to our leadership in addressing consequences of colonisation and the priority we have placed on humanitarian and human rights concerns."⁶ This image of defender of human rights has been a significant part of Ireland's self-representation abroad. The 2018 government report *Global Ireland: Ireland's Global Footprint for 2025* establishes targets to promote Ireland's international image. As well as its goals of further enhancing its diplomatic position on the international stage, developing digital networks, and promoting Irish tourism and culture, the government defines two main axes with objectives to be achieved by 2025: to advance the cause of peace, the respect of human rights, equality and justice, on the one hand, and to contribute to the global fight against poverty and hunger and to promote sustainable development, on the other⁷.

The aim of this issue is to address the question of human rights as broadly as possible, so as to take account of the 'three generations' of rights, i.e. civil and political rights, economic, social and cultural rights, and the solidarity rights of peoples or societies (3rd generation). This last field is particularly highlighted by the United Nations, which has placed human rights at the heart of its sustainable development objectives and recognised "access to a clean and healthy environment" as a universal human right in July 2022.

Ireland's commitment to human rights is consistent with the ideals of the republican tradition as outlined in the 1937 Constitution, which makes reference to fundamental rights in Articles 40 to 45. This Constitution, drafted over a decade before the Universal Declaration of Human Rights and the European Convention on Human Rights, was in many ways ahead of its time, being the first to include the notion of the dignity of the human person, but also to declare family and education rights as legally binding⁸. For over thirty years, Ireland has also played an important part in promoting climate justice. It was instrumental in the recognition of access to water as a fundamental human right in the Dublin Declaration in 1992, a principle incorporated into Agenda 21 of the Rio International Conference a few months later. In September 2023, Ireland facilitated the drafting of the Political Declaration resulting from the UN Summit on Sustainable Development Goals, and Leo Varadkar declared: "Ireland is a small country, but we have always dared to think big"⁹.

⁶ *Irish Times*, 13 November 2018.

⁷ "International development: Advance Ireland's values and signature foreign policies, including the promotion of peace, disarmament, human rights, greater equality, and justice, developing our strategic interest in a safer, more peaceful, more equal, more prosperous world; and providing the basis for a successful campaign for election to the UN Security Council; contribute to the global fight against poverty and hunger, and the promotion of equality and justice and sustainable development, amplified in line with a well-managed expansion in our aid programme, working towards 0.7% of GNI by 2030" DFA, *Global Ireland Ireland's Global Footprint for 2025*.

⁸ Justice Susan Denham, 'Some thoughts on the Constitution of Ireland at 75'.
<https://cdn.thejournal.ie/media/2012/06/20120629cj-speech.pdf>

⁹ Speech by Leo Varadkar (Taoiseach) at the World Summit on Sustainable Development, New York, 18 September 2023.

Ireland is undeniably committed to the protection of human rights. The aim of this publication is to analyse Ireland's role in promoting human rights on a national and international scale, but also to measure the distance between discourse and reality.

This publication will focus first of all on Ireland's participation in international institutions (League of Nations, European Council, European Court of Human Rights, European Union, United Nations), but also on the work of Irish NGOs, in order to observe the extent to which the country's postcolonial identity, its neutrality and its commitment to development aid have allowed for a different perspective within these institutions. One may question the human rights policy models that have inspired the Irish, but also the existence of an "Irish-specific" model that the Minister for Foreign Affairs termed "Ireland's values and signature foreign policies"¹⁰.

This publication aims to juxtapose theory and practice, and to analyse how these ideals have been contested, defended and put into practice on a national level in recent history. One may look at the discourse around human rights and its emergence as a national preoccupation, and how awareness of questions of human rights influences citizenship education and how an Irish-specific approach (should one exist) can serve as a model framework in other contexts. One example may be found in the French interest in the Irish Citizens' Assembly in light of the yellow-vest movement. Furthermore, a non-exhaustive list of topics such as governmental social policies and their shortcomings, the conditions of immigrants, the reception of asylum seekers in direct provision centres, the rights of women and minorities, the work of the Irish Human Rights and Equality Commission; as well as of the Irish Council for Civil Liberties, and Ireland's commitment to climate justice may be critically analysed from diachronic and synchronic perspectives, taking into consideration various challenges, particularly those presented by Brexit.

These may include the possibility of Irish unification. We are also expecting contributions addressing human rights issues on both sides of the border, highlighting elements of convergence and divergence between the two parts of the island, and considering the conditions under which a 'united Ireland' might be possible from a human rights perspective, be it in terms of minority-majority power relations, the creation of new institutions, or the unity of a discourse on human rights.

Articles should be between 30,000 and 36,000 characters long (including spaces and footnotes), with an abstract in English and French (maximum 1000 characters for each), key words in English and French and a presentation of the author (maximum 800 characters, including spaces).

They should be sent **before 2 May 2024** to marie-violaine.louvet@univ-tlse2.fr, bairbre.nichiosain@ut-capitole.fr and charlotte.rault@ut-capitole.fr.

¹⁰ Taoiseach *Department*, "Global Ireland Progress Report", July 2019-December 2020, March 2021.